

INÉDIT • Puisé dans les archives

Jodoigne, le 15 juillet 1975

Monsieur le Ministre,

Mardi matin, la presse annonçait de façon lapidaire qu'au cours de sa réunion du 14 juillet le Comité interministériel wallon avait approuvé le projet présenté par Monsieur le Ministre de l'Intérieur et relatif aux fusions de communes en Brabant-wallon.

Agissant en qualité de Président du P.S.C. du canton de Jodoigne, conscient d'être le mandataire de tous les membres du bureau de cette association dont les activités marquent la vie politique de la région depuis bientôt trente ans, j'ai le devoir d'attirer avec insistance votre attention sur la grave erreur que le Conseil des Ministres commettrait s'il approuvait un projet créant au centre de l'est brabançon-wallon une commune dite à vocation rurale qui ne serait en fait qu'un agglomérat de petits villages dont le seul lien, - politique ou sentimental, - est le souci d'éviter leur intégration dans une commune qui, par sa structure et ses composantes, supprimerait les particularismes locaux.

L. Michel

Les ministres ont décidé. Léon Jeurissen adresse illico son sentiment à Joseph Michel, on ne peut plus clairement...

Originaire de Liège, avocat et installé à Jodoigne au début des années cinquante à la suite de son mariage, Léon Jeurissen est de la « génération 58 ». Année historique où les catholiques (Etienne Denuit, Edouard Fossoul, Emile Courtoy, Maurice Libert, Joseph Kaye...) firent « craquer » la citadelle libérale. À partir de 1968, il achève le mandat de bourgmestre d'Etienne Denuit et devient le premier échevin, attaché aux finances, de 1971 à 1982.

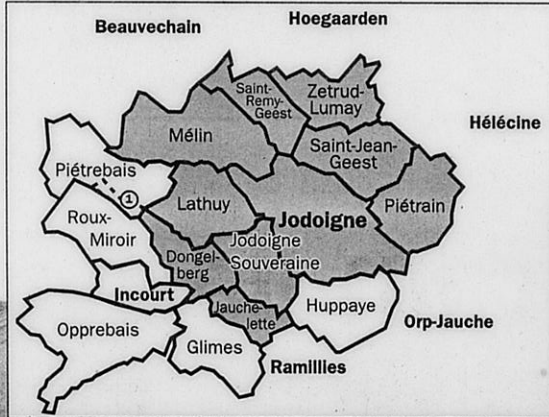
Si Jeurissen est le président de l'IBW et le président PSC du canton de Jodoigne, le vrai patron des catholiques jodoignois reste tout de même Emile Courtoy, député permanent de la Province de Brabant pendant 23 ans.

Faute d'assurer une relève à leurs glorieux aînés, les chrétiens jodoignois, en cartel avec les libéraux pendant les deux premières législatures (77-88) vont littéralement servir de rampe de lancement au jeune Louis Michel et, dès 1985, connaître la division. Aux communales de 1988, Eugène Fossoul et Viviane Gérard rallient l'équipe du bourgmestre. Une longue cure d'opposition commence...

S. V.

HISTOIRES DE FUSION • Jodoigne

Une pour tous et dix communes



Sur notre carte, en médaillon, en (1), une langue de terre qui sépare Roux-Miroir de Piétrebais est enlevée à Dongelberg et tombe dans l'escarcelle d'Incourt, entraînant avec elle quelques maisons dont une superbe villa style « Hollywood ».

Le pourquoi du comment

Le plan Michel promettait 16 communes. Jodoigne (10), Incourt (5) et Huppaye. Un vaste territoire de près de 12 000 hectares et de 12 000 habitants. En définitive, Jodoigne se « contentera » de 8 700 habitants et de la seconde place, derrière Genappe, en terme de surface.

Pourquoi ? Capitale de l'Est du Brabant wallon et rouge de surcroît, Jodoigne faisait peur à ses petites voisines rurales, le plus souvent dirigées par des majorités libérales-chrétiennes.

« Nous ne voulons pas être les dépanneurs de Jodoigne, ni payer les dettes énormes de cette ville », s'écriera Alfred Seutin, le premier échevin d'Huppaye.

Comment ? À Ramillies et à Incourt, la résistance s'organise. Autour de Jean-Pierre Berchem (Autre-Eglise) et d'A. Barras (Incourt), faisant habilement jouer le soutien du RW ou du PLP. Ici comme à Perwez, c'est quasi l'insouciance et le réveil ne sonnera qu'à la mi-juillet. Trop tard.

Brèves de fusion

Les préfusions

● Huppaye a relevé de Jodoigne jusqu'en 1795, date à laquelle ils ont été séparés. Saint-Jean-Geest a absorbé Sainte-Marie-Geest en 1811. Zétrud-Lumay (regroupée à Outgaarden de 1810 à 1922) a rejoint l'arrondissement de Nivelles le 8 novembre 1962, à la faveur de la fixation de la frontière linguistique. Quelques jours plus tard, le hameau de Elst retournait à Hoegaarden.

Les collègues du grand Jodoigne

● À la suite des élections de 1970, les socialistes étaient à la tête de Jodoigne (René Basecq), de Saint-Jean-Geest (Maurice Kinnar) et de Zétrud-Lumay (André Pulincx, au décès de Georges Minsart). Les chrétiens tenaient Jauchette (Fernand Dardenne), Lathuy (Désiré Bauwin) et Saint-Rémy-Geest (Marcel Néllis).

Les libéraux, quoique mino-

ritaires au conseil, étaient présents à Dongelberg (Albert Tordoir).

Le Rassemblement wallon pouvait compter sur Fernand Jennar (Jodoigne-Souveraine) et Joseph Barras (Mélin). Reste Piétrain. À la suite de tractations aussi tortueuses que sa rue est longue (et inversement), Séraphin Wauetelet (PS) avait laissé sa place à Auguste Gérard. Signe de la perplexité ministérielle, un petit « copion » mentionnait à côté du Gus : Tendence ! ? ! PLP-PSB.

Appétit

● En plus des 15 communes avoisinantes, Jodoigne avait également quelques desiderata territoriaux : la gestion de la rue Longue (Piétrain) jusqu'à l'autoroute de Liège (à reprendre sur les territoires de Neerhuysssem, de Ophelyssem et de Noduwez), la partie du hameau de Happeau sous Piétrebais et l'ancienne commune de Bomal (sous Gérompont - 200 habitants).

S. V.

SI C'ÉTAIT À REFAIRE

◆ Votre opinion sur les fusions ?

◆ Je crois qu'il aurait fallu des communes moyennes, à dimension plus humaine. Même si le regroupement a eu l'avantage d'offrir tous les services des villes à tous les citoyens.

Ces fusions ont aussi obligé les politiciens à faire plus de politique, à s'engager. C'était peut-être plus sympa, plus convivial avant, mais les mandataires étaient finalement assez peu élus sur leur engagement politique.

Troisième élément : je crois qu'un certain nombre de politiques nationales se sont intéressées à la commune.

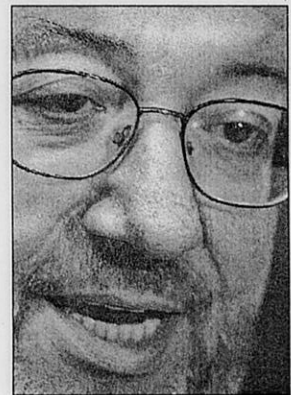
◆ À propos de dimension, est-ce que ce n'est pas l'inverse pour Jodoigne, qui n'a pas atteint la taille critique ?

◆ Oui. La tendance générale est celle que je viens de vous dire, mais il y a des nuances. Et Jodoigne en effet a une densité de population trop basse pour que son assiette fiscale permette d'assumer toute une série de services qui, en plus, bénéficient à des citoyens d'autres communes des alentours, et c'est très bien ainsi.

Je pense que la bonne mesure aurait été 15 à 20 000 habitants, ce qui aurait donné la possibilité d'équilibrer les recettes fiscales et l'offre de services.

◆ N'y aurait-il pas eu un problème de gestion d'un territoire très vaste ?

◆ Je crois qu'au contraire



Louis Michel considère qu'en général, les communes auraient dû être plus petites. En général...

on pourrait rentabiliser les investissements lourds nécessaires aux voiries, par exemple.

◆ Le zoning est un moyen d'arriver à la taille critique ?

◆ Certainement. C'est pour ça que je me suis battu et que je me battrais pour qu'il se fasse.

◆ Les 15 000 habitants, c'est pour quand ?

◆ Il n'y a pas de calendrier. Ça doit aller à son rythme.

◆ Et l'intégration des villages ?

◆ Quel est l'intérêt qu'un habitant de Lathuy ou de Mélin se sente jodoignois ? Que les villages restent des villages, c'est justement une preuve de fusion réussie, et que l'on n'a pas uniformisé les diversités.

Le 1^{er} janvier 1977, Jodoigne reçoit neuf communes en héritage et, pour la première fois de son histoire, « une » bourgmestre : Liliane Courtoy-Jaspis.

POUR bien comprendre la vie politique de Jodoigne en ce milieu des années 70, il nous faudra remonter jusqu'à la fin des années 60. Voyage en Geldonie intérieure avec la complicité de Jean-Jacques Gaziaux, Jacques Diez, Armand Ruelle, Liliane Courtoy, Jacky Marchal, Gustave Thyron, René Colen, Joseph Tordoir, les journaux et les tracts électoraux de l'époque ainsi que les archives inédites de Joseph Michel.

La liste des jeunes

À la tête de la ville depuis 1959, les socio-chrétiens sont sur le déclin. Étienne Denuit, fatigué par les dissensions au sein de son collège démissionne en 1968 et laisse la place à son premier échevin, Léon Jeurissen.

Aux élections de 1970, les socialistes obtiennent 5 sièges, les libéraux, loin de leur gloire passée, ne conservent qu'un seul élu (le facteur de Saint-Lambert, Victor Michaux) et les chrétiens retombent à trois.

En réalité, c'est à un véritable mini-mai 68 auquel on assiste. Des jeunes, issus de tous les horizons philosophiques et politiques, déboulent de la Maison des jeunes et créent leur propre liste : Objectif 70.

On y retrouve les frères Muret, Jacques Diez, Jacques Lebrun, Paul Verdickt et Jean-Jacques Gaziaux, tout auréolé de sa récente victoire à Visa pour le Monde.

D'entrée de jeu, ils décrochent deux élus. Les socialistes hésitent... Jacky Marchal tente en vain d'infléchir une dernière fois l'intransigeance des jeunes : ils veulent deux postes d'échevin. Basecq tranche et conclut un accord de majorité avec Jeurissen. Jodoigne bascule ce jour-là et les socialistes y perdront leur âme, une première fois.

Les chantiers de Jodoigne

Trois gros dossiers sont sur la table du conseil : la construction de logements sociaux à Saint-Lambert, le complexe sportif à la Cabouse, une maison de repos ainsi que la remise en état de la route vers Huppaye.

Les six années sont trop courtes et en définitive, seuls les logements sociaux seront inaugurés par René Basecq. Des attermolements et des longueurs (Maurice Libert, président PSC de la CAP, jouera la montre pour retarder la mise en œuvre de la maison de repos) qui vont littéralement empoisonner la campagne électorale de 1976.

Vers les fusions

Dans le dernier tiers de la législature, début février 1975, Joseph Michel envoie son plan de fusion. À Jodoigne, Louis Pierrard, le secrétaire communal, prépare son dossier dans les ré-

gles de l'art. La délibération en conseil communal est longue, motivée et ambitieuse. Elle fait siennes les propositions du ministre Michel : 16 communes et 12 000 habitants.

Dans les communes avoisinantes, cela ne traîne pas. Mélin, Lathuy et Saint-Rémy-Geest s'épargnent une réunion et approuvent de facto leur regroupement avec Jodoigne. Jodoigne-Souveraine, Jauchette et Zétrud-Lumay emboîtent le pas et approuvent le plan.

Résistances

À Piétrain, Auguste Gérard s'oppose à toute fusion et considère qu'il est regrettable que la commune de Piétrain, universellement connu de par la race de porcs portant son nom, soit rayé de la carte de Belgique.

À Saint-Jean-Geest, le collègue organise un référendum. 181 ménages sur 241 y participent. 140 veulent une petite fusion avec Mélin, Saint-Rémy-Geest et Zétrud-Lumay. 41 veulent du Grand Jodoigne.

Enfin, à Dongelberg, le bourgmestre Albert Tordoir souhaitait rejoindre Incourt mais il est mis en minorité par les socialistes qui font adopter Jodoigne comme « la moins mauvaise des solutions ».

Détricotage

Autour du grand Jodoigne, c'est l'hallali. Toutes les communes autour d'Incourt refusent l'option jodoignoise et se regroupent autour d'Alphonse Barras.

À Huppaye, Gustave Thyron hésite entre le retour à Jo-

doigne et la création d'une entité ramilloise, telle que proposée par Jean-Pierre Berchem d'Autre-Eglise et René Colen, secrétaire de Gérompont. Il rencontre régulièrement MM. Jeurissen et Courtoy, fait des appels du pied vers les libéraux de Jodoigne mais rien ne lui est promis.

Joseph Michel est à Jodoigne

Le soir du 15 avril, on atteint le sommet de la tension politique. À l'invitation de la cantonale PSC de Jodoigne, le ministre de l'Intérieur est invité à s'exprimer sur son plan de fusion.

La salle du cinéma l'Etoile est pleine à craquer. Sur l'estrade, Joseph Michel est entouré de Léon Jeurissen, d'Emile Courtoy et de Jean Barriau, préfet de Saint-Albert.

René Basecq, alors vice-président du Sénat, se fait prendre à partie par les petits maières ruraux. Il se défend vivement : « Je ne tiens pas à être accusé dans un milieu qui n'est pas le mien ! »

Mi-juillet, la décision tombe. Avec la création de Ramillies, Orp-Jauche, Perwez et Jodoigne y perdent chacun des plumes. Les trois bourgmestres écrivent une lettre commune mais leur absence de stratégie préalable se paie cash. Il ne reste plus à Jodoigne qu'à préparer ses prochaines échéances électorales.

Léon ou Liliane ?

Objectif 70, la liste des jeunes s'est étiolée au fil du temps

QUE SONT DEVENUES NOS MAISONS COMMUNALES ?



Jodoigne : l'hôtel des Libertés abrite aujourd'hui diverses associations, et le centre culturel.

L'ADMINISTRATION communale de Jodoigne est installée au château Pastur.

Les dix bâtiments des anciennes administrations des communes fusionnées existent toujours, mais la plupart ont été vendus à des particuliers et ne font donc plus partie du patrimoine communal.

Avant les fusions, tous ces bâtiments étaient occupés par les fonctionnaires communaux, mais aussi par les élèves des écoles communales, sauf à Jodoigne-Centre.

C'est le cas à Lathuy, où l'artificier Olivier de Laveye occupe les lieux, ainsi que l'association des Vrais Copains, qui a acheté un tout petit morceau

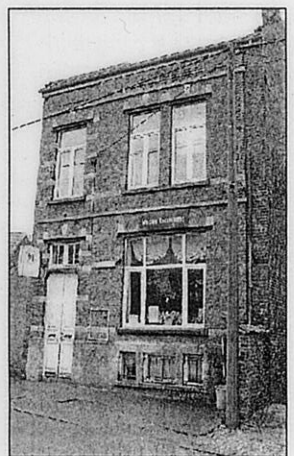
de l'habitation pour y installer une cuisine jouxtant son propre local.

À Saint-Jean-Geest, Rémy Wauhetlet s'est installé depuis 1989 avec sa famille.

À Dongelberg, le bâtiment a été transformé en une maison très coquette, comme à Lumay et à Mélin.

La Ville a conservé quelques bâtiments : ceux de Saint-Rémy-Geest, où la maison des jeunes a établi ses pénates ; de Jodoigne, où l'Hôtel des libertés est occupé par le Centre culturel et diverses autres associations ; de Jodoigne-Souveraine et de Piétrain, siège des écoles communales ; et de Jauchette où est installé le local de l'ASBL Le Maka.

A. L.



St-Rémy-Geest : la maison communale est celle... des jeunes.